Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 1205-9145

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 23 février 2011
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Statistiques financières trimestrielles des entreprises, quatrième trimestre de 2010 2
Les sociétés canadiennes ont réalisé 65,5 milliards de dollars de bénéfices d'exploitation au quatrième trimestre, en hausse de 7,9 % par rapport au trimestre précédent. La progression était généralisée dans toute l'économie, 19 des 22 industries ayant vu leurs bénéfices augmenter.

Étude : Analyse du ralentissement du marché du travail, octobre 2008 à octobre 2010 5
La reprise de l'emploi a été plus rapide au cours du récent ralentissement économique que lors des récessions du début des années 1980 et 1990.

Recettes monétaires agricoles, 2010 8

Statistiques sur le broyage, janvier 2011 10

Livraisons des principales céréales, janvier 2011 10

Nouveaux produits et études

11

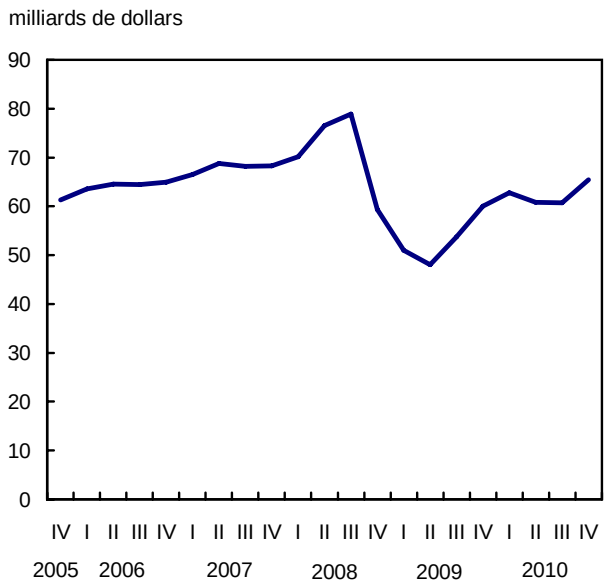
Communiqués

Statistiques financières trimestrielles des entreprises

Quatrième trimestre de 2010 (données provisoires)

Les sociétés canadiennes ont réalisé 65,5 milliards de dollars de bénéfices d'exploitation au quatrième trimestre, en hausse de 7,9 % par rapport au trimestre précédent. La progression était généralisée dans toute l'économie, 19 des 22 industries ayant vu leurs bénéfices augmenter.

Bénéfices d'exploitation trimestriels



Dans le secteur non financier, les bénéfices ont augmenté de 7,3 % pour atteindre 49,6 milliards de dollars, tandis que dans le secteur financier, ils ont progressé de 9,5 % pour s'établir à 15,9 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Les données sur les bénéfices trimestriels figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et exprimées en dollars courants. Les estimations financières trimestrielles pour les trois premiers trimestres de 2010 ont été révisées.

Les statistiques financières trimestrielles des entreprises sont fondées sur une enquête-échantillon et représentent les activités de toutes les entreprises au Canada, à l'exclusion des sociétés gouvernementales et des sociétés sans but lucratif. Une entreprise peut être une société unique ou un regroupement de sociétés sous une même propriété ou un même contrôle et pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Les bénéfices dont il est question dans la présente analyse sont les bénéfices d'exploitation réalisés dans le cours normal des activités des entreprises. Dans le cas des industries non financières, les rentrées d'intérêts et de dividendes ainsi que les gains et les pertes en capital se trouvent exclus des bénéfices d'exploitation, tandis que pour les industries financières, ceux-ci sont compris de même que les intérêts versés sur les dépôts.

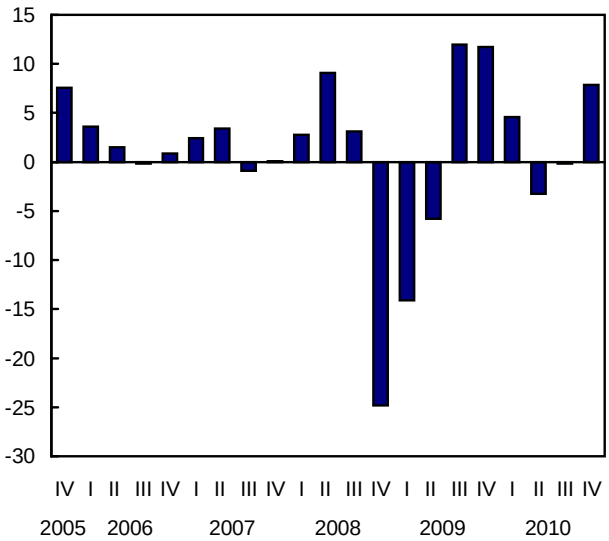
Les bénéfices d'exploitation diffèrent des bénéfices nets, qui correspondent aux bénéfices après impôt réalisés par les sociétés.

Dans le secteur non financier, trois industries (la fabrication, principalement les produits du pétrole et du charbon; l'extraction pétrolière et gazière ainsi que l'extraction minière) étaient à l'origine de la majeure partie de l'augmentation trimestrielle des bénéfices, qui était de 3,4 milliards de dollars. Dans le secteur financier, les sociétés d'assurance et les activités connexes ont mené la croissance. Les entreprises d'intermédiation financière par le biais de dépôts, principalement des banques à charte, ont aussi affiché des hausses.

D'une année à l'autre, les bénéfices d'exploitation de l'ensemble des industries se sont accrus de 9,0 % au quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre de 2009. Les bénéfices ont progressé de 15,3 % dans le secteur non financier, mais ils ont reculé de 7,0 % dans le secteur financier.

Variation trimestrielle des bénéfices d'exploitation

variation en %



Secteur non financier : croissance dans la fabrication et le pétrole et le gaz

Les bénéfices de l'industrie de la fabrication ont crû de 15,3 %, atteignant 12,9 milliards de dollars au quatrième trimestre, surtout grâce aux fabricants des produits du pétrole et du charbon, dont les bénéfices ont augmenté de 55,4 % pour atteindre 3,7 milliards de dollars comparativement au troisième trimestre.

Dans le secteur des produits chimiques, des matières plastiques et du caoutchouc, les bénéfices ont augmenté de 16,6 % pour s'établir à 1,8 milliard de dollars, et dans le secteur de la première transformation des métaux, ils ont augmenté de 20,0 % pour se fixer à 1,2 milliard de dollars.

Au quatrième trimestre, les bénéfices de l'industrie pétrolière et gazière se sont accrus de 23,3 % par rapport au trimestre précédent, atteignant 3,8 milliards de dollars. Une bonne partie de cette progression est attribuable à l'accroissement des prix du pétrole et à l'augmentation des volumes de ventes. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de croissance pour cette industrie.

L'industrie de l'extraction minière a réalisé 2,3 milliards de dollars de bénéfices au quatrième trimestre, en hausse de 21,9 % par rapport au trimestre précédent. La vigueur des marchés des produits de base, conjuguée à une croissance rapide de la demande sur les marchés émergents, a contribué à cette croissance.

Secteur financier : les bénéfices augmentent après trois trimestres de recul

L'augmentation des bénéfices du secteur financier au quatrième trimestre a fait suite à trois trimestres consécutifs de recul.

L'essentiel de la croissance observée au quatrième trimestre provenait des sociétés d'assurance et des activités connexes, au sein desquelles les bénéfices ont plus que doublé pour atteindre 1,2 milliard de dollars. Cette hausse a été surtout attribuable aux sociétés d'assurance-vie.

Les bénéfices de l'industrie de l'intermédiation financière par le biais de dépôts, principalement des banques à charte, ont augmenté de 5,6 % pour s'établir à 7,3 milliards de dollars.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 187-0001 et 187-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2501.

Les données consolidées des bilans et des états des résultats des sociétés canadiennes sont maintenant stockées dans CANSIM. Elles sont offertes à l'échelle nationale pour 22 groupes d'industries.

Le numéro du quatrième trimestre de 2010 de la publication *Statistiques financières trimestrielles des entreprises* (61-008-X, gratuite) paraîtra sous peu.

Les données du premier trimestre de 2011 sur les statistiques financières des entreprises seront diffusées le 26 mai.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-888-811-6235 (*dofi-servicealaclientele@statcan.gc.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Khalid Berrahou au 613-951-1989 (*khalid.berrahou@statcan.gc.ca*) ou avec Philippe Marceau au 613-951-4390 (*philippe.marceau@statcan.gc.ca*), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

□

Statistiques financières trimestrielles des entreprises

	Quatrième trimestre de 2009	Troisième trimestre de 2010[r]	Quatrième trimestre de 2010[p]	Troisième trimestre au quatrième trimestre de 2010	Quatrième trimestre de 2009 au quatrième trimestre de 2010
	Données désaisonnalisées				
	milliards de dollars			variation en %	
Toutes les branches d'activité					
Revenus d'exploitation	768,3	783,7	805,4	2,8	4,8
Bénéfices d'exploitation	60,1	60,7	65,5	7,9	9,0
Bénéfices nets	45,2	53,7	52,9	-1,4	17,2
Branches d'activité non financières					
Revenus d'exploitation	692,6	706,8	727,3	2,9	5,0
Bénéfices d'exploitation	43,0	46,2	49,6	7,3	15,3
Bénéfices nets	34,4	42,1	42,1	-0,1	22,4
Branches d'activité financières					
Revenus d'exploitation	75,7	76,9	78,1	1,6	3,1
Bénéfices d'exploitation	17,1	14,5	15,9	9,5	-7,0
Bénéfices nets	10,8	11,6	10,9	-6,1	0,6

[r] *révisé*
[p] *provisoire*
Note: *Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.*

■

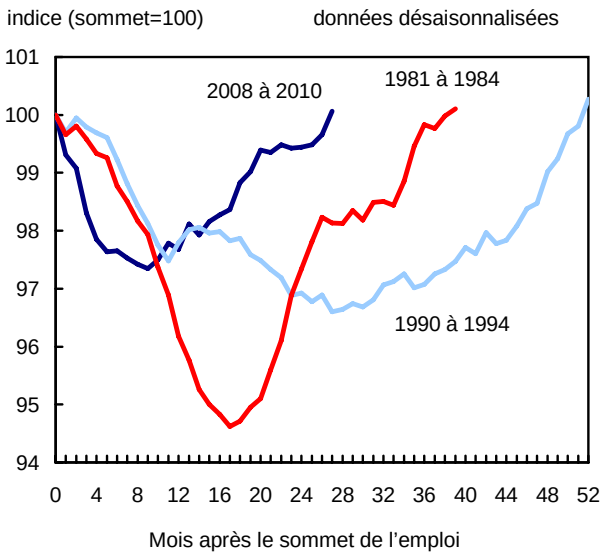
Étude : Analyse du ralentissement du marché du travail

Octobre 2008 à octobre 2010

La reprise de l'emploi a été plus rapide au cours du récent ralentissement économique que lors des récessions du début des années 1980 et 1990.

En octobre 2008, l'emploi avait atteint un sommet au Canada. Au cours des 12 mois qui ont suivi, le marché du travail a perdu plus de 400 000 emplois, mais il s'est rapidement redressé l'année suivante. Les données de l'Enquête sur la population active de janvier 2011 indiquent que l'emploi a nécessité 27 mois pour revenir complètement au niveau affiché en octobre 2008. En revanche, l'emploi avait pris 39 mois pour revenir au niveau atteint avant la récession du début des années 1980, et 52 mois, pour la récession du début des années 1990.

Indice de l'emploi au cours des trois derniers ralentissements



Bien que l'emploi se soit redressé, il y a plus de gens sans emploi qu'avant le ralentissement économique. Entre octobre 2008 et octobre 2010, le nombre de personnes sans emploi a augmenté de 800 000. Ces personnes comprennent les chômeurs et celles qui ne recherchaient pas un emploi et qui n'étaient donc pas considérées comme étant actives sur le marché du travail.

Cette augmentation a été plus faible que pendant les deux ralentissements précédents, en particulier parce que la croissance de la population des chômeurs a crû à un rythme plus lent au cours du récent ralentissement.

Note aux lecteurs

Le présent article s'appuie sur des données de l'Enquête sur la population active pour examiner l'évolution de la population active, de la population des chômeurs et de la population inactive entre octobre 2008 et octobre 2010.

Lorsque c'était possible, ces données ont été comparées avec celles des deux premières années des ralentissements économiques des années 1980 et des années 1990. Toutefois, des différences conceptuelles n'ont pas permis de faire des comparaisons à tous les niveaux. Par exemple, il a été impossible de comparer des renseignements détaillés sur les inactifs et sur le nombre des travailleurs à temps partiel involontaire avec ceux observés lors des ralentissements précédents.

L'article porte également sur certaines mesures alternatives du taux de chômage courant, qui comprend des groupes n'étant pas habituellement englobés dans la population des chômeurs. Enfin, il offre des comparaisons avec le taux de chômage américain.

Quoi qu'il en soit, plusieurs indicateurs du ralentissement de la demande de main-d'oeuvre (par exemple le nombre de chômeurs, le chômage de longue durée et le travail à temps partiel involontaire) étaient toujours au-delà de leur niveau d'avant le ralentissement.

Chômage

Entre octobre 2008 et octobre 2010, le nombre des personnes considérées comme des chômeurs s'est accru de 341 000 (+31 %).

Au cours des deux premières années du ralentissement des années 1990 (avril 1990 à avril 1992), le nombre de chômeurs avait augmenté de 453 000 (+42 %). Pendant les deux premières années de la récession des années 1980 (juin 1981 à juin 1983), le nombre de chômeurs a crû de 669 000 (+75 %).

L'une des raisons qui expliquent la croissance plus lente du chômage au cours du récent ralentissement est l'augmentation moins rapide du nombre des mises à pied permanentes.

Entre octobre 2008 et octobre 2010, le nombre des mises à pied permanentes a augmenté d'environ 86 000 (+30 %). Il s'agit d'une croissance nettement inférieure à celle de 57 % observée d'avril 1990 à avril 1992 et à celle de 116 % enregistrée de juin 1981 à juin 1983.

D'autres catégories de chômeurs ont également augmenté à un rythme plus lent. Par exemple, le nombre des «personnes qui deviennent membres de la population active» (celles sans expérience de travail préalable) et des «personnes qui redeviennent membres de la population active» (celles qui retournent

dans la population active après une certaine absence) s'est accru de 33 % au cours du récent ralentissement, comparativement à des augmentations de 35 % pour les deux premières années de la récession des années 1990 et de 50 % pour les deux premières années de la récession des années 1980.

Tout pris en compte, les mises à pied permanentes ont représenté un peu moins de 30 % de la hausse du nombre de chômeurs pendant le récent ralentissement, comparativement à plus de 50 % au cours des deux premières années des deux récessions précédentes.

Chômage de longue durée

Le chômage de longue durée est un indicateur du ralentissement de la demande de main-d'oeuvre et de ses conséquences pour les particuliers. Un peu avant le récent ralentissement, plus de 80 % des chômeurs étaient sans emploi depuis 25 semaines ou moins, alors que moins de 8 % étaient au chômage depuis au moins un an.

Entre octobre 2008 et octobre 2010, le nombre de chômeurs sans emploi depuis au moins un an a presque doublé. Si on leur ajoutait les chômeurs sans emploi pendant une période de 26 à 51 semaines, ces travailleurs représentaient 23 % des chômeurs en octobre 2010, par rapport à 15 % en octobre 2008.

En dépit de cela, le chômage de longue durée a augmenté à un rythme plus rapide pendant les deux premières années des deux ralentissements précédents. Le nombre de personnes qui étaient au chômage depuis 52 semaines ou plus avait augmenté de plus du double pendant la récession du début des années 1990, et il avait presque quadruplé au cours de la récession du début des années 1980.

Inactifs sur le marché du travail

Entre octobre 2008 et octobre 2010, le nombre des personnes âgées de 15 ans et plus qui n'avaient pas d'emploi et qui n'étaient pas à la recherche d'un emploi, soit les inactifs, a augmenté de 458 000 (+5 %). En comparaison, le nombre des inactifs avait connu une hausse de 8 % d'avril 1990 à avril 1992 et de 3 % de juin 1981 à juin 1983.

Les chercheurs découragés (ceux qui renoncent à chercher un emploi parce qu'ils pensent qu'aucun emploi n'est disponible) sont fréquemment désignés comme une source de croissance du nombre des inactifs dans les ralentissements du marché du travail. Toutefois, leur proportion dans le nombre des inactifs est faible (moins de 1 %), de sorte qu'elle a eu peu d'influence sur le nombre total.

En fait, l'accroissement du nombre des inactifs de la récente période de deux ans est principalement attribuable à une hausse du nombre des étudiants, qui a augmenté de près de 250 000 (+17 %) pendant cette période. Une augmentation de la population étudiante ne signifie pas nécessairement un mouvement de retour aux études chez les travailleurs; elle peut également signifier que les étudiants actuels n'ont pas participé au marché du travail en raison du ralentissement de l'embauche.

Le nombre des personnes âgées d'au moins 65 ans a aussi contribué à la hausse générale du nombre des inactifs, une conséquence naturelle du vieillissement de la population.

Travailleurs à temps partiel involontaire

Bien que les niveaux d'emploi se soient redressés plus rapidement que pendant les ralentissements précédents, il y avait tout de même 113 000 emplois à temps plein de moins en octobre 2010 qu'en octobre 2008.

Par contre, le nombre des travailleurs à temps partiel s'est accru de plus de 50 000, bien que cette hausse n'ait pas été uniforme dans toutes les catégories de travailleurs à temps partiel.

Les personnes qui travaillaient à temps partiel, mais qui auraient voulu travailler à temps plein, que l'on appelle également les travailleurs à temps partiel involontaire, ont vu leur nombre s'accroître de 140 000 (+20 %) pendant la période. Par ailleurs, le nombre de personnes qui travaillaient à temps partiel parce qu'elles le voulaient a baissé d'environ 87 000.

États-Unis : taux de chômage comparable

Il est également utile d'examiner les écarts entre le taux de chômage du Canada et celui des États-Unis. Lorsqu'ils étaient comparés à l'aide de concepts analogues, les taux de chômage du Canada et des États-Unis étaient pratiquement identiques au début de 2008. Cependant, à l'été 2008, un écart s'était créé entre les deux. À la fin de 2010, le taux de chômage aux États-Unis était toujours au-dessus de 9 %, alors que le taux rajusté au Canada s'établissait à un peu moins de 7 %.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3701.

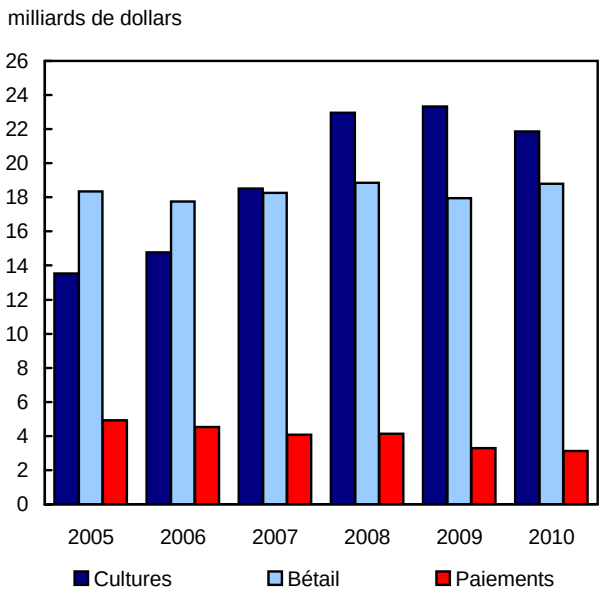
L'article «Analyse du ralentissement du marché du travail» figure maintenant dans le numéro de février 2011 de la publication en ligne *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 23, nº 1 (75-001-X, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au 613-951-0803 (*sebastien.larochelle-cote@statcan.gc.ca*), Division de la statistique du travail. ■

Recettes monétaires agricoles
2010

Les recettes monétaires des agriculteurs canadiens ont totalisé 43,8 milliards de dollars en 2010, ce qui représente 1,7 % de moins qu'un an plus tôt, mais 6,7 % de plus que la moyenne quinquennale précédente. Les recettes monétaires agricoles comprennent les recettes des cultures et du bétail ainsi que les paiements de programme.

Recettes monétaires agricoles, janvier à décembre



Les recettes étaient en baisse dans toutes les provinces, sauf en Ontario (+3,5 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (+3,1 %) et en Nouvelle-Écosse (+2,9 %). Les reculs les plus forts ont été enregistrés en Alberta (-5,9 %) et au Québec (-3,9 %).

Les recettes du marché, qui comprennent les revenus des ventes des cultures et du bétail, mais qui excluent les paiements de programme, ont totalisé 40,7 milliards de dollars en 2010, en baisse de 1,5 % par rapport à 2009.

Les recettes des cultures ont diminué de 6,3 % pour s'établir à 21,9 milliards de dollars en 2010; il s'agit de leur plus bas niveau depuis 2007. Les recettes du bétail ont augmenté de 4,7 % pour s'élever à 18,8 milliards de dollars.

Les recettes tirées du blé, y compris le blé dur, ont reculé de 36,6 %, les prix et les mises en marché s'étant repliés de 29,3 % et de 10,3 % respectivement. Le prix moyen pondéré de 2010 de la plupart des céréales et graines oléagineuses a baissé pour une deuxième année consécutive, malgré la hausse des prix depuis la fin de l'été dernier.

Les recettes monétaires agricoles des pommes de terre ont fléchi de 11,2 % par rapport à leur sommet atteint en 2009 pour s'établir à 1,0 milliard de dollars en 2010, en raison de la diminution de la production et des prix.

Terre-Neuve-et-Labrador (+8,7 %), l'Ontario (+6,1 %) et la Nouvelle-Écosse (+4,4 %) ont déclaré une augmentation des recettes des cultures. Ces trois provinces ont indiqué une forte croissance des recettes monétaires des cultures horticoles. Les agriculteurs de l'Ontario ont également déclaré une hausse de 12,7 % des recettes du maïs.

Les recettes du bétail ont augmenté, surtout en raison des prix plus élevés des bovins et des porcs. Toutes les provinces ont déclaré une progression, sauf la Colombie-Britannique, où les recettes ont fléchi de 2,2 % à la suite du recul des recettes provenant des bovins et du poulet.

Les recettes porcines ont augmenté de 15,7 % pour s'établir à 3,3 milliards de dollars, les prix s'étant accrus de 19,3 % pour atteindre leur plus haut niveau depuis 2005. Toutefois, les mises en marché ont reculé de 3,0 % pour se situer à leur plus bas niveau depuis 2002. À la fin de 2010, le nombre de fermes porcines au Canada avait diminué de 5,6 % par rapport à la fin de 2009. Au nombre des facteurs ayant contribué à cette diminution figurent le programme de réforme des porcs reproducteurs, les dispositions de la loi américaine sur la mention obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes et les faibles revenus du marché.

Les recettes des bovins et des veaux ont progressé de 5,4 %, principalement en raison de l'augmentation des prix de 5,1 %. Les approvisionnements abondants de céréales fourragères, la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain et les effets de la loi sur la mention obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes ont favorisé la finition de bovins de boucherie au Canada au détriment de l'exportation vers les États-Unis.

Les recettes provenant des produits assujettis à la gestion de l'offre (les produits laitiers, la volaille et les oeufs), qui représentent plus de 43 % des recettes totales du bétail, ont légèrement fléchi de 0,1 %. Un recul de 3,8 % des recettes tirées de la volaille a plus qu'effacé l'augmentation des recettes tirées des produits laitiers (+0,7 %) et des oeufs (+7,2 %).

Les paiements de programme ont fléchi de 4,5 % pour se chiffrer à 3,1 milliards de dollars. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des paiements de programme provinciaux au Québec.

La croissance des paiements d'assurance-récolte, particulièrement en Saskatchewan, a amorti cette baisse.

Nota : Toutes les données sont en dollars courants. Les recettes monétaires agricoles mesurent le revenu brut des entreprises agricoles. Elles ne représentent pas les bénéfices nets des agriculteurs, car ces derniers doivent payer leurs dépenses, rembourser leurs prêts et couvrir l'amortissement. L'information provisoire sur le revenu agricole net pour 2010 paraîtra en mai 2011. Le revenu agricole net pour 2009 a été publié le 25 novembre 2010.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0001 et 002-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3437 et 3473.

Un tableau de données est également offert à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991; télécopieur : 613-951-3868 (*agriculture@statcan.gc.ca*). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au 613-951-2074 (*marco.morin@statcan.gc.ca*) ou avec Annette Laurent au 613-951-2306 (*annette.laurent@statcan.gc.ca*), Division de l'agriculture.

Recettes monétaires agricoles

	Janvier à décembre 2009	Janvier à décembre 2010[p]	Janvier-décembre 2009 à janvier-décembre 2010	Octobre à décembre 2009	Octobre à décembre 2010[p]	Octobre-décembre 2009 à octobre-décembre 2010
Canada	millions de dollars		variation en %	millions de dollars		variation en %
Recettes monétaires agricoles totales	**44 572**	**43 800**	**-1,7**	**11 049**	**11 570**	**4,7**
Total, cultures	**23 340**	**21 871**	**-6,3**	**5 734**	**5 981**	**4,3**
Tout le blé[1]	5 130	3 536	-31,1	1 295	938	-27,6
Blé, sauf durum[1]	4 052	2 871	-29,1	1 060	751	-29,2
Blé durum[1]	1 078	666	-38,2	235	186	-20,9
Avoine	383	394	2,9	84	83	-1,2
Orge[1]	820	498	-39,3	145	133	-8,3
Seigle	33	31	-6,1	10	11	10,0
Lin	237	253	6,8	93	57	-38,7
Canola	5 099	5 598	9,8	1 131	1 645	45,4
Soya	1 342	1 420	5,8	681	753	10,6
Maïs	1 316	1 441	9,5	415	688	65,8
Pois secs	651	535	-17,8	126	104	-17,5
Graines de moutarde	102	86	-15,7	29	13	-55,2
Graines de tournesol	39	27	-30,8	8	6	-25,0
Lentilles	849	759	-10,6	392	280	-28,6
Alpiste des Canaries	68	75	10,3	17	18	5,9
Pois chiches	43	57	32,6	9	13	44,4
Fèves	155	148	-4,5	56	54	-3,6
Pommes de terre	1 128	1 002	-11,2	323	283	-12,4
Légumes de serre	1 008	1 007	-0,1	198	198	0,0
Autres légumes	1 004	1 018	1,4	238	234	-1,7
Total, fruits de vergers	262	268	2,3	71	73	2,8
Total, petits fruits	407	409	0,5	147	133	-9,5
Industries floricoles, gazonnières et pépinières	1 862	1 937	4,0	368	383	4,1
Autres cultures	1 252	1 235	-1,4	371	413	11,3
Recettes différées	-1 268	-1 118	-11,8	-505	-554	9,7
Réalisation des recettes différées	1 420	1 255	-11,6	29	23	-20,7
Total, bétail	**17 952**	**18 795**	**4,7**	**4 419**	**4 715**	**6,7**
Bovins et veaux	5 839	6 157	5,4	1 446	1 593	10,2
Porcs	2 893	3 346	15,7	661	767	16,0
Produits laitiers	5 456	5 495	0,7	1 379	1 413	2,5
Moutons et agneaux	134	143	6,7	35	39	11,4
Volaille et oeufs	3 048	3 001	-1,5	761	753	-1,1
Autre bétail	583	654	12,2	137	149	8,8
Total, paiements	**3 280**	**3 134**	**-4,5**	**896**	**874**	**-2,5**
Paiements d'assurance-récolte	930	1 307	40,5	357	439	23,0
Programme provincial de stabilisation	689	195	-71,7	75	-56	-174,7
Autres programmes	1 459	1 632	11,9	463	491	6,0

p provisoire
1. Comprend les paiements de l'agence de commercialisation.
Note: *Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.*

Recettes monétaires agricoles provinciales

	Janvier à décember 2009	Janvier à décembre 2010[p]	Janvier-décembre 2009 à janvier-décembre 2010	Octobre à décembre 2009	Octobre à décembre 2010[p]	Octobre-décembre 2009 à octobre-décembre 2010
	millions de dollars		variation en %	millions de dollars		variation en %
Canada	**44 572**	**43 800**	**-1,7**	**11 049**	**11 570**	**4,7**
Terre-Neuve-et-Labrador	112	115	3,1	31	28	-9,7
Île-du-Prince-Édouard	407	395	-2,9	111	104	-6,3
Nouvelle-Écosse	455	468	2,9	122	123	0,8
Nouveau-Brunswick	497	487	-1,8	124	128	3,2
Québec	7 367	7 081	-3,9	1 793	1 934	7,9
Ontario	9 743	10 088	3,5	2 713	2 948	8,7
Manitoba	4 882	4 819	-1,3	1 176	1 156	-1,7
Saskatchewan	9 199	9 067	-1,4	2 234	2 280	2,1
Alberta	9 393	8 843	-5,9	2 066	2 213	7,1
Colombie-Britannique	2 519	2 436	-3,3	679	657	-3,2

[p] *provisoire*
Note: *Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.*

■

Statistiques sur le broyage
Janvier 2011

Les triturateurs ont broyé 508 420 tonnes de canola en janvier. La production d'huile s'est chiffrée à 221 745 tonnes, et celle de tourteaux a atteint 290 195 tonnes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 001-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3404.

Le numéro de janvier 2011 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-X, gratuite) paraîtra en mars.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991 (*agriculture@statcan.gc.ca*), Division de l'agriculture. ■

Livraisons des principales céréales
Janvier 2011

Il est maintenant possible de consulter les données de janvier sur les livraisons des principales céréales.

Données stockées dans CANSIM : tableau 001-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3403, 3404, 3443, 5046 et 5153.

Le numéro de janvier 2011 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-X, gratuite) paraîtra en mars.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991 (*agriculture@statcan.gc.ca*), Division de l'agriculture. ■

Nouveaux produits et études

Commerce de détail, décembre 2010, vol. 82, n° 12
Numéro au catalogue : 63-005-X (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

L'emploi et le revenu en perspective, printemps 2011, vol. 23, n° 1
Numéro au catalogue : 75-001-X (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1-877-287-4369**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.gc.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web à *www.statcan.gc.ca* et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Le Quotidien
Statistique Canada

Communiqués

Nouveaux produits

Profils du Recensement de 2006

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.gc.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.gc.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2011. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.